

RCS : BEZIERS
Code greffe : 3402

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BEZIERS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 01412
Numéro SIREN : 904 034 931
Nom ou dénomination : 2JM

Ce dépôt a été enregistré le 07/05/2024 sous le numéro de dépôt 2658

2JM
Société en nom collectif
au capital de 1 500 euros
Siège social : Domaine de Saint Aubin de la Rouvière
34710 LESPIGNAN
904 034 931 RCS BEZIERS

(ci-après la « Société »)

**PROCÈS-VERBAL DES DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES
DU 1^{ER} MARS 2024**

Les soussignés :

- Madame Mathilde AIGRET, titulaire de 723 parts sociales en pleine propriété
- Société EDEN INVEST, représentée par Bruno LOPEZ, titulaire de 54 parts sociales en pleine propriété
- Monsieur Julien SANCHEZ, titulaire de 723 parts sociales en pleine propriété

Agissant en qualité de seuls associés de la SNC J2M et conformément aux dispositions de l'article 22 des statuts,

Ont pris à l'unanimité les décisions suivantes portant sur :

- Démission d'un co-gérant et décision de ne pas le remplacer,
- Autorisation de cession de parts sociales,
- Modification des statuts sous réserve de la réalisation de la cession de parts,
- Transfert du siège social et modification corrélative des statuts,
- Modification des statuts de la Société visant à supprimer les dispositions liminaires des statuts exclusivement relatives à sa constitution,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

DECISION PRELIMINAIRE

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance des dispositions de l'article 15.1 des statuts, relatives à la procédure d'agrément, décident à l'unanimité de renoncer au formalisme imposé par ledit article et renoncer à titre irrévocable et définitif à se prévaloir de ces irrégularités.

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance des dispositions de l'article 17-3 des statuts de la Société dispense la société EDEN INVEST :

7
SS
MA

- ↳ d'effectuer le préavis d'un mois prévus dans les statuts, dans le cadre de la démission de son mandat de co-gérant ;
- ↳ de notifier sa démission par lettre recommandée aux autres associés – Gérants de la Société.

PREMIERE DECISION

La collectivité des associés prend acte de la démission de la société EDEN INVEST de ses fonctions de co-gérant à compter de ce jour, sans préavis ni indemnité, la remercie pour les services rendus à la Société et décide, à l'unanimité, de ne pas la remplacer.

DEUXIEME DECISION

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance du projet de la société EDEN INVEST, de céder les 54 parts sociales lui appartenant dans la Société, pour 27 parts sociales à Monsieur Julien SANCHEZ et 27 parts sociales à Madame Mathilde AIGRET, déjà associés, et conformément à l'article 15.1 des statuts, déclare autoriser ladite cession.

La séance fait ensuite l'objet d'une interruption de séance à la demande de M. Julien SANCHEZ, co-gérant, en vue de permettre la régularisation de l'acte de cession de parts sociales au profit de M. Julien SANCHEZ et Mme Mathilde AIGRET, de sorte que la cession est dès à présent rendue opposable à la Société.

Le Gérant propose ensuite à la collectivité des associés, de reprendre l'examen des autres résolutions.

La séance est reprise.

TROISIEME DECISION

La collectivité des associés, décide de transférer le siège social de Domaine Saint Aubin de la Rouvière, 34710 LESPIGNAN au Domaine Saint Paul, 34710 LESPIGNAN, et ce à compter de ce jour.

QUATRIEME DECISION

La collectivité des associés, décide de supprimer des statuts les comparutions et les articles 30, 31 et 32 des statuts, et en conséquence des décisions précédentes, de modifier les articles 17.1, 9 et 4 des statuts dont la rédaction est désormais la suivante :

« 17-1. Nomination

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, et désignés par les statuts.

En cours de vie sociale, les gérants sont nommés par décision des associés prise par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social, pour une durée non limitée. »

Le reste du 17-1 est supprimé.

« ARTICLE 9 - PARTS SOCIALES

Lors de la constitution les parts sociales étaient attribuées et réparties comme suit :

SS
MA

. à Mme Mathilde AIGRET 723 parts sociales
numérotées de 1 à 723

. à M. Julien SANCHEZ 723 parts sociales
numérotées de 724 à 1 446

. à la société EDEN INVEST 54 parts sociales
numérotées de 1 447 à 1 500

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 1 500 parts sociales

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et qu'elles sont toutes souscrites et libérées comme indiqué ci-dessus.

Suite à la cession de parts sociales en date du 01/03/2024, les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

. Madame Mathilde AIGRET, sept cent cinquante parts sociales en pleine propriété, ci 750 parts
Numérotées de 1 à 723 et de 1474 à 1500

. Monsieur Julien SANCHEZ, sept cent cinquante parts sociales en pleine propriété, ci 750 parts
Numérotées de 724 à 1473

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 1 500 parts sociales »

Le reste de l'article demeure inchangé.

« ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé : Domaine Saint Paul, 34710 LESPIGNAN »

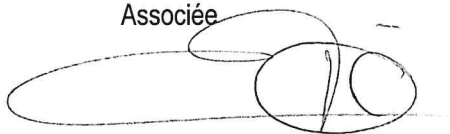
Le reste de l'article demeure inchangé.

CINQUIEME DECISION

La collectivité des associés donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Le présent acte sera mentionné sur le registre des délibérations tenu au siège social et un exemplaire original signé par tous les associés sera conservé dans les archives de la Société.

Mathilde AIGRET
Associée



Julien SANCHEZ
Associé



La société EDEN INVEST
M. Bruno LOPEZ



Le 1^{er} mars 2024

Entre

La société EDEN INVEST

Le Cédant

Et

Monsieur Julien SANCHEZ

Madame Mathilde AIGRET

Les Cessionnaires

**ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES
DE LA SOCIETE 2JM**

SS

ju

MA

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

- **Société EDEN INVEST**
Société par actions simplifiée au capital de 49 210 euros
Dont le siège social est Domaine Saint Aubin de la Rouvière 34710 LESPIGNAN
Immatriculée 449 742 139 RCS Béziers
Représentée par son Président, Monsieur Bruno LOPEZ

*ci-après dénommé "le Cédant",
d'une part,*

ET

- **Madame Mathilde AIGRET**
Née le 1^{er} juin 1990 à Orléans (45)
Célibataire
Demeurant Domaine Saint Paul, 34710 LESPIGNAN
- **Monsieur Julien SANCHEZ**
Né le 13 décembre 1988 à Béziers (34)
Célibataire
Demeurant Domaine Saint Paul, 34710 LESPIGNAN

*ci-après dénommé "le Cessionnaire",
ou ensemble « les Cessionnaires »,
d'autre part,*

EN PRESENCE DE :

La société 2JM

Société en nom collectif au capital de 1 500 euros,
Ayant son siège social Domaine St Aubin de la Rouvière, 34710 LESPIGNAN
Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 904 034 931 RCS BEZIERS,
Représentée par son co-Gérant, M. Julien SANCHEZ,

ci-après dénommée la "Société",

Les parties visées ci-dessus sont ci-après désignées individuellement une « **Partie** » et collectivement les « **Parties** ».

SS M

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ ET DÉCLARÉ CE QUI SUIT :

Suivant acte sous signature privée électronique en date du 5 octobre 2021, il a été constitué une société en nom collectif dénommée 2JM, au capital de 1 500 euros divisé en 1 500 parts sociales de 1 euro chacune, numérotées de 1 à 1 500, dont le siège social a été fixé Domaine Saint Aubin de la Rouvière, 34710 LESPIGNAN, et qui a été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 904 034 931 RCS BEZIERS pour une durée de 99 ans expirant le 11 octobre 2120.

La société 2JM a pour objet :

- L'exploitation de gîtes ruraux.
- L'activité d'agrotourisme.
- Le stockage et la vente de produits agricoles régionaux.
- L'activité de table d'hôtes pour la promotion des produits régionaux.
- L'organisation de séminaires agrotouristiques.

Son capital est à ce jour réparti comme suit :

. Mme Mathilde AIGRET..... numérotées de 1 à 723	723 parts sociales
. M. Julien SANCHEZ numérotées de 724 à 1 446	723 parts sociales
. la société EDEN INVEST..... numérotées de 1 447 à 1 500	54 parts sociales

Elle est actuellement gérée par Madame Mathilde AIGRET et Monsieur Julien SANCHEZ.

Le Cédant possède dans cette Société cinquante-quatre parts sociales de 1 euro.



Le Cédant a manifesté son souhait de céder l'intégralité des parts sociales qu'il détient dans la Société aux Cessionnaires qui ont manifesté le souhait de les acquérir, et ce, selon les termes et conditions du présent contrat.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Article 1 - Cession de parts

Par les présentes, le Cédant cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à :

- Madame Mathilde AIGRET qui accepte, **vingt-sept (27) parts sociales d'un euro (27 €) de nominal**, numérotées de 1 474 à 1 500 lui appartenant dans la Société.
- Monsieur Julien SANCHEZ qui accepte, **vingt-sept (27) parts sociales d'un euro (27 €) de nominal**, numérotées de 1 447 à 1473 lui appartenant dans la Société.

55  

Article 2 - Propriété - Jouissance

Les Cessionnaires deviennent seuls propriétaires des parts cédées à compter de ce jour et sont subrogés dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Il est précisé que la cession devient définitive à compter de ce jour et ne saurait être remise en cause par l'une ou l'autre des Parties pour quelque raison que ce soit, sauf les recours légaux.

Article 3 - Prix de cession

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de **cinquante-quatre euros** (54 €), soit un euro (1 €) par part sociale réglé selon les modalités ci-après exposées :

- Cession de 27 parts sociales au profit de Monsieur Julien SANCHEZ pour un montant de 27 euros
- Cession de 27 parts sociales au profit de Madame Mathilde AIGRET pour un montant de 27 euros

Le prix de cession est payé comptant par virement bancaire par les Cessionnaires au profit du Cédant, qui le reconnaît et leur en donne valable et définitive quittance.

Article 4 - Agrément de la cession

Conformément à l'article L. 221-13 du Code de commerce et à l'article 15 des statuts, la présente cession a été dûment autorisée par une décision unanime des associés de la Société en date du 1^{er} mars 2024.

En conséquence, la collectivité des associés a, à l'unanimité, sous réserve de la réalisation de la présente cession décidé de modifier l'article 9 des statuts de la Société.

Article 5 - Déclarations du Cédant et du Cessionnaire

1. Déclaration du Cédant et du Cessionnaire

Le Cédant déclare :

- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,
- que la Société n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires.
- que la Société est partie à une procédure contentieuse laquelle est portée devant la Cour de Cassation.
- que les obligations au titre du présent contrat et au titre de tout document devant être conclu conformément au présent contrat sont légales, valides et opposables à l'encontre du Cessionnaire, qui renoncent à toute remise en cause ou contestation ultérieure de la cession des parts sociales à quelque titre que ce soit.

SS  

Le Cédant et les Cessionnaires déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,
- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2. Existence de la Société

La Société est régulièrement constituée et existe valablement.

La Société n'a jamais fait l'objet, ni n'est susceptible de faire l'objet d'aucune procédure de règlement amiable, de redressement ou liquidation judiciaires, de procédure d'alerte, ou de toute autre mesure ou procédure de prévention similaire.

Les registres des délibérations des organes sociaux de la Société, les registres de présence et, plus généralement, tous autres documents sociaux et documents comptables et financiers (notamment, comptes, livres, archives comptables) dont la réglementation exige la tenue, le dépôt et/ou la publication reflètent de manière exacte, sincère et fidèle toutes les opérations relatives aux activités de la Société et ont été régulièrement tenus et sont à jour.

En outre, toutes les formalités requises par la réglementation en vigueur et les dispositions statutaires, y inclus les formalités de publicité et de dépôt, ont été régulièrement effectuées.

3. Validité et pérennité des engagements contractuels

Les contrats, conventions et accords auxquels la Société est partie ont été conclus régulièrement et dans des conditions normales de gestion ; ils sont valables et exécutoires dans tous leurs termes et ne contreviennent à aucune disposition légale, réglementaire, professionnelle ou contractuelle de telle façon qu'ils seraient susceptibles d'être affectés de nullité ou de sanctions judiciaires, arbitrales, professionnelles ou administratives, ni n'ont été sanctionnés par une quelconque décision judiciaire, arbitrale, professionnelle ou administrative qu'elle soit française ou étrangère.

La Société a dûment exécuté ses obligations stipulées ou inhérentes à ces contrats, et il n'a pas été commis un quelconque manquement à un contrat susceptible d'entraîner la suspension, la résiliation ou la résolution de l'un quelconque desdits contrats. Enfin, il n'existe pas de conventions susceptibles d'être remises en cause ou résiliées du fait de la présente cession.

Article 6 - Déclaration pour l'enregistrement

Le Cédant déclare que la Société est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société à hauteur de 54 parts sociales lors de la constitution.

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code général des impôts.

Il sera perçu un droit de 3 % liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de parts de la Société.

Compte tenu du prix de cession, il sera perçu un droit minimum de 25 euros.

SS  MA

Article 7 - Formalités de publicité - Pouvoirs

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

Article 8 – Indépendances des clauses

Dans le cas où l'une quelconque des stipulations du présent contrat serait jugée inapplicable, nulle ou illicite, la validité, la licéité et le caractère exécutoire du reste du contrat ne seraient pas affectés.

Article 9 – Accord complet – Modification

Le présent contrat constitue l'entier accord des Parties pour ce qui concerne son objet. Les Parties, leurs respectifs successeurs et ayants droit autorisés seront liés par ce contrat et en recevront le bénéfice. Le présent contrat ne saurait faire l'objet d'une modification ni d'une altération ou d'un changement sans accord par écrit signé les Parties faisant expressément référence au présent contrat et précisant qu'il constitue un avenant à ce contrat. Le présent contrat remplace tout accord antérieur entre les parties concernant l'objet dudit contrat.

Article 10 - Affirmation de sincérité

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu. Elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Article 11 - Frais

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par les Cessionnaires, qui s'y oblige.

Article 12 - Loi applicable – Compétence

Le présent contrat est régi par la loi française. Tout litige portant sur le présent contrat sera de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de BEZIERS.

Article 13 - Décharge

Les Parties reconnaissent et déclarent :

- Avoir arrêté et convenu exclusivement entre elles le prix, ainsi que les charges et conditions de la présente cession.
- Donner décharge pure et simple entière et définitive au rédacteur de l'acte, reconnaissant que l'acte a été établi et dressé sur leurs déclarations, sans que ce dernier soit intervenu, entre elles ni dans la négociation, ni dans la détermination des conditions du présent acte.

SS P ¹⁷⁷

Fait à Lespignan en 4 exemplaires,
Le 1^{er} mars 2024

Le Cédant

La société EDEN INVEST¹

*Lu et Approuvé Bon pour cession de
54 parts sociales en pleine propriété Bon pour quittance*

Les Cessionnaires

Mme Mathilde AIGRET²

*Lu et Approuvé
Bon pour acceptation de l'acquisition de
27 parts sociales en pleine propriété*

M. Julien SANCHEZ²

*Lu et approuvé
Bon pour acceptation de 27 parts sociales en pleine propriété*

En présence de la société

La société 2JM

Représentée par son Gérant,
M. Julien SANCHEZ

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
MONTPELLIER 2

Le 13/03/2024 Dossier 2024 00016847, référence 3404P02 2024 A 01567
Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Vingt-cinq Euros
Montant reçu : Vingt-cinq Euros

(1) Le Cédant fera précéder sa signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé. Bon pour la cession de 54 parts sociales en pleine propriété. Bon pour quittance ».

(2) Le Cessionnaire fera précéder sa signature de la mention manuscrite « Lu et approuvé. Bon pour acceptation de l'acquisition de 27 parts sociales en pleine propriété".

SS ju

2JM

**Société en nom collectif
au capital de 1 500 euros**

**Siège social : Domaine Saint Paul
34710 LESPIGNAN**

904 034 931 RCS BEZIERS

STATUTS

MIS A JOUR EN DATE DU 1^{ER} MARS 2024

Article 4 – Siège social

Article 9 – Parts sociales

Article 17.1 - Nomination

« Certifié conforme par la Gérance »

certifié conforme par la Gérance -

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and strokes, positioned below the text 'certifié conforme par la Gérance -'.

TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé par les présentes, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société en nom collectif régie par les présents statuts ainsi que par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet :

- L'exploitation de gîtes ruraux.
- L'activité d'agrotourisme.
- Le stockage et la vente de produits agricoles régionaux.
- L'activité de table d'hôtes pour la promotion des produits régionaux.
- L'organisation de séminaires agrotouristiques.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **2JM**

Tous les actes et documents émanant de la Société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société en nom collectif" ou des initiales "S.N.C."

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **Domaine Saint Paul, 34710 LESPIGNAN**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du département par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et en tout autre lieu en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés prise selon les modalités de décision prévues à cet effet.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2022.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL – COMPTES COURANTS - PARTS SOCIALES

ARTICLE 7 - APPORTS

Le capital social est constitué par les apports en numéraire suivants :

- par Mme Mathilde AIGRET, la somme de 723 euros
- par M. Julien SANCHEZ, la somme de 723 euros
- par la société EDEN INVEST, la somme de..... 54 euros

Soit au total la somme de 1 500 euros, qui sera libérée sur simple appel de la gérance pour être versée dans la caisse sociale.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à mille cinq cents euros (1 500 euros).

Il est divisé en 1 500 parts sociales de 1 euro de valeur nominale, libéré comme indiqué ci-dessus.

ARTICLE 9 - PARTS SOCIALES

Lors de la constitution les parts sociales étaient attribuées et réparties comme suit :

. à Mme Mathilde AIGRET 723 parts sociales
numérotées de 1 à 723

. à M. Julien SANCHEZ 723 parts sociales
numérotées de 724 à 1 446

. à la société EDEN INVEST 54 parts sociales
numérotées de 1 447 à 1 500

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 1 500 parts sociales

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et qu'elles sont toutes souscrites et libérées comme indiqué ci-dessus.

Suite à la cession de parts sociales en date du 01/03/2024, les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

. Madame Mathilde AIGRET, sept cent cinquante parts sociales en pleine propriété, ci750 parts
Numérotées de 1 à 723 et de 1474 à 1500

. Monsieur Julien SANCHEZ, sept cent cinquante parts sociales en pleine propriété, ci750 parts
Numérotées de 724 à 1473

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 1 500 parts sociales »

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

10-1. Augmentation du capital social

Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois, de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective des associés.

Elles sont décidées à l'unanimité des associés.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, chaque associé a, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

Ce droit préférentiel de souscription peut être cédé par les voies civiles, sous réserve de l'agrément du cessionnaire par tous les associés, la cession étant rendue opposable à la Société conformément aux dispositions de l'article L. 221-14 du Code de commerce.

L'augmentation de capital est réalisée nonobstant l'existence de rompus, et les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription pour souscrire un nombre entier de parts nouvelles doivent faire leur affaire personnelle de l'acquisition ou des cessions de droits nécessaires. Ces cessions ou acquisitions sont réalisées librement entre associés, à condition qu'elles ne portent que sur des rompus.

En cas d'exercice partiel du droit de souscription par un associé, les parts non souscrites peuvent être souscrites librement par ses coassociés, ou certains d'entre eux, proportionnellement à leurs droits dans le capital et dans la limite de leur demande.

Si toutes les parts ne sont pas souscrites, les parts restantes peuvent l'être par des tiers étrangers à la Société sous réserve de leur agrément par l'unanimité des associés. A défaut, l'augmentation de capital n'est pas réalisée.

Le droit préférentiel de souscription est exercé dans les formes et délais fixés par la gérance, sans toutefois que le délai de souscription ou de cession puisse être inférieur à un mois.

La suppression totale ou partielle du droit préférentiel de souscription ne peut être décidée qu'à l'unanimité des associés.

10-2. Réduction du capital social

Le capital social peut, en vertu d'une décision prise à l'unanimité des associés, être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, avec l'obligation, pour chaque associé, de céder ou d'acheter le nombre de parts anciennes nécessaire à la réalisation de l'opération.

ARTICLE 11 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 12 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Le droit de chaque associé résulte seulement des présents statuts et des actes ultérieurs modifiant le capital social ou constatant des cessions régulièrement consenties.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter, conformément aux dispositions de l'article 1844 du Code civil.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 14 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans l'actif social.

Les droits et obligations attachés à chaque part sociale la suivent dans quelque main qu'elle passe. La possession d'une part entraîne de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les associés ont tous la qualité de commerçant et répondent indéfiniment et solidairement des dettes sociales vis-à-vis des tiers.

Entre associés, chacun d'eux ne répond des dettes sociales qu'en proportion de ses droits dans le capital.

ARTICLE 15 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

15-1. Cessions entre vifs

Les parts sociales ne sont pas négociables. Elles ne peuvent être cédées, même entre associés, qu'avec le consentement de tous les associés.

L'associé qui projette de céder tout ou partie de ses parts notifie son projet à la gérance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant toutes précisions sur le cessionnaire proposé, le nombre de parts cédées ainsi que le prix convenu.

La gérance consulte les associés et propose les modifications nécessaires aux statuts dans le mois de la réception de la notification, puis notifie le résultat de la consultation à tous les associés par lettre recommandée dans les huit jours de son intervention.

En cas de refus d'agrément, la cession n'a pas lieu et l'associé cédant reste propriétaire des parts qui devaient être cédées. En cas d'agrément, la cession doit être régularisée dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'agrément ; à défaut de régularisation dans ce délai, le cessionnaire doit, à nouveau, être soumis à l'agrément des associés.

15-2. Décès d'un associé

La Société n'est pas dissoute par le décès d'un associé. Elle continue entre les associés survivants.

La dissolution pour quelque motif que ce soit d'une personne morale associée est assimilée au décès d'un associé personne physique et suit le même régime.

ARTICLE 16 - FAILLITE, INTERDICTION ET INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La faillite, l'interdiction d'exercer une profession commerciale ou l'incapacité frappant l'un des associés n'entraînent pas la dissolution de la Société. Celle-ci continue entre les autres associés à moins que ceux-ci ne décident à l'unanimité de la dissoudre dans les trois mois de la date à laquelle est devenue définitive l'une des sanctions précitées.

Dans le cas de continuation, la valeur des droits sociaux à rembourser est déterminée conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Le remboursement aura lieu dans les deux mois de la notification du rapport de l'expert.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également, de convention expresse, quand un associé fait l'objet d'un jugement de liquidation judiciaire ou arrêtant un plan de cession totale de son entreprise.

TITRE III - GERANCE ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 17 - NOMINATION, REVOCATION ET DEMISSION DES GERANTS

17-1. Nomination

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, et désignés par les statuts.

En cours de vie sociale, les gérants sont nommés par décision des associés prise par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social, pour une durée non limitée.

17-2. Révocation

Révocation d'un gérant associé désigné dans les statuts

La révocation d'un ou du gérant associé désigné dans les statuts ne peut être décidée en assemblée générale extraordinaire qu'à la majorité des deux tiers des autres associés.

Révocation d'un gérant associé non désigné par les statuts

La révocation d'un ou du gérant associé non désigné par les statuts ne peut être que décidée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

Révocation d'un gérant non associé

La révocation d'un ou du gérant non associé ne peut être décidée que par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

La révocation n'entraîne pas la dissolution de la Société.

En cas de continuation de la Société, le gérant révoqué peut décider de se retirer de la Société en demandant le remboursement de ses parts sociales dont la valeur sera, à défaut d'accord amiable, déterminée conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Cette décision de retrait doit être notifiée dans les quinze jours de la révocation à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, faute de quoi le gérant révoqué conserve la qualité d'associé.

La révocation sans justes motifs peut donner lieu à dommages-intérêts.

17-3. Démission

Le gérant qui démissionne ne perd pas sa qualité d'associé ; il doit prévenir ses coassociés un mois à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sans préjudice du droit pour la Société de demander des dommages-intérêts en cas de démission à contre-temps.

17-4. Liquidation judiciaire, interdiction ou incapacité

Si un jugement de liquidation judiciaire ou arrêtant un plan de cession totale, une mesure d'interdiction d'exercice d'une profession commerciale ou une mesure d'incapacité est prononcé à l'encontre de l'un des associés gérant, il sera fait application de l'article précédent des présents statuts.

17-5. Interdiction de concurrence

Pendant la durée de son mandat, tout gérant s'interdit de faire directement ou indirectement concurrence à la Société.

ARTICLE 18 - GERANT PERSONNE MORALE

Si une personne morale est gérant, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La personne morale gérante doit désigner son représentant permanent auprès de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de révocation du mandat de ce représentant, elle doit désigner sans délai et dans les mêmes formes son remplaçant.

ARTICLE 19 - POUVOIRS DE LA GERANCE

Dans ses rapports avec les tiers, la gérance, agissant au nom de la Société, a pouvoir de passer seule tous actes entrant dans l'objet social.

S'il existe plusieurs gérants, l'opposition formée par l'un d'eux aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Dans les rapports entre associés, le gérant ou chacun des gérants peut accomplir tous les actes de gestion dans l'intérêt de la Société.

ARTICLE 20 - REMUNERATION DE LA GERANCE

Le gérant ou chacun des gérants a droit à une rémunération dont les modalités sont fixées par décision collective des associés prise par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

Le gérant ou chacun des gérants a droit, sur présentation des justificatifs, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent ou, lorsque les conditions légales sont réunies, doivent, nommer un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants qui exerceront alors leur mission pour six exercices dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

TITRE IV – DECISIONS COLLECTIVES – ASSEMBLEES GENERALES – CONSULTATION ECRITE

ARTICLE 22 - DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés ont, notamment, pour objet l'approbation annuelle des comptes, la nomination et la révocation des gérants, l'autorisation des opérations excédant leurs pouvoirs, l'agrément des cessions de parts et toutes modifications des statuts.

Elles peuvent être prises à toute époque de l'année, mais la tenue d'une assemblée est obligatoire au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour approuver les comptes de cet exercice.

Les comptes annuels sont approuvés par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutes les décisions dont les conditions d'adoption ne sont pas spécialement fixées par des articles des présents statuts sont prises :

- lorsqu'elles ne modifient pas les statuts, en assemblée générale ordinaire ou par consultation écrite, par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social ;
- lorsqu'elles modifient les statuts, en assemblée générale extraordinaire ou par consultation écrite, par un ou plusieurs associés représentant plus des deux tiers du capital social, à l'exception de la transformation de la Société en société d'une autre forme, pour laquelle l'unanimité est requise ;

Les décisions collectives résultent au choix de la gérance d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés. Elles peuvent également résulter d'un acte sous seing privé ou notarié signé par tous les associés.

La réunion d'une assemblée générale est cependant obligatoire pour l'approbation annuelle des comptes et pour toutes autres décisions si l'un des associés le demande.

ARTICLE 23 - ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale est convoquée par la gérance au moyen d'une lettre recommandée adressée à chaque associé quinze jours au moins avant la date de l'assemblée et à laquelle sont annexés le texte des résolutions proposées par la gérance ou par un associé, le rapport de la gérance, les comptes annuels, s'il s'agit de statuer sur l'approbation des comptes, et le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes.

Toutefois, l'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés sont présents ou dûment représentés.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux assemblées par un autre associé justifiant de son pouvoir.

L'assemblée se réunit au siège social ou en tout autre endroit de la ville où se trouve fixé le siège social.

Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants. A défaut, l'assemblée désigne le président de séance parmi les associés présents. L'assemblée peut désigner un secrétaire de séance, associé ou non.

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles dans les conditions fixées par les règlements en vigueur. Les procès-verbaux sont signés par tous les associés présents.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées générales sont valablement certifiés conformes par un gérant.

ARTICLE 24 - CONSULTATION ECRITE

La gérance peut consulter les associés par écrit, sauf pour l'approbation des comptes ou si un associé a demandé la réunion d'une assemblée.

Dans ce cas, elle adresse à chaque associé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le texte de la ou des résolutions proposées, accompagné de tous documents et renseignements nécessaires ainsi qu'un bulletin de vote.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Un procès-verbal de chaque consultation écrite est établi et signé par la gérance ; au procès-verbal est annexée la réponse de chaque associé.

TITRE V - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

ARTICLE 25 - COMPTES SOCIAUX

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur et sont soumis à l'approbation des associés dans les conditions prévues par ces lois et règlements.

ARTICLE 26 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Les produits nets, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, y compris tous amortissements, provisions et éventuellement impôts sur les résultats, constituent les bénéfices nets.

Les bénéfices nets annuels reviennent aux sociétés associées proportionnellement au nombre de leurs parts sociales. Les pertes sont supportées dans les mêmes proportions. Cette quote part de résultat bénéficiaire ou déficitaire est affectée de plein droit, sous réserve d'approbation des comptes par l'assemblée générale ordinaire, au débit ou au crédit du compte courant de chacune des sociétés associées avec effet à la date de clôture de l'exercice social.

TITRE VI - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 27 - DISSOLUTION

La Société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par la perte de son objet ou par décision judiciaire pour justes motifs.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une décision des associés, prise à l'unanimité, à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

La Société peut être dissoute par anticipation par décision collective des associés prise à l'unanimité ou pour l'une des causes énoncées dans les présents statuts.

La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la Société. Toutefois, tout intéressé peut demander la dissolution de la Société si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.

ARTICLE 28 - LIQUIDATION

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution quelle que soit la cause de celle-ci. Sa personnalité morale subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés.

La liquidation est assurée par le ou les gérants en fonction lors de l'intervention de la dissolution, ou par un ou plusieurs liquidateurs nommés par les associés par décision ordinaire, lorsqu'aucun gérant en exercice n'accepte le mandat de liquidateur ou en cas de décès, démission ou révocation du liquidateur.

Sous réserve de ce qui précède, la liquidation intervient dans les conditions fixées par le Code de commerce.

Après extinction du passif et remboursement des comptes courants d'associés s'il en existe, le produit net de la liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

Si, au contraire, des pertes subsistent, elles incombent aux associés dans la même proportion.

TITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

STATUTS MODIFIES PAR DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES DU 1^{er} MARS 2024